



# CNLS Magazine

Semestriel d'information et de liaison du Conseil National de lutte contre le Sida et les IST, An 11 ; N° 017 Décembre 2022

Siège : Tokoin-Wuiti (Lomé), Boulevard Jean-paul II ; 01 BP 2237 Lomé 01; Tél : +228 22 61 62 77; www.cnlstogo.org E-mail : cnlstogo@cnlstogo.org



## Revue annuelle des activités VIH en 2021



**Un plan d'action genre et droits humains  
en matière du VIH/sida au Togo  
2022-2025**



**Les centres de santé lauréats primés pour  
leur succès au Plan d'Urgence Américain  
pour la Lutte contre le VIH/Sida**

<b>Editorial :</b>	3
<b>Actualité :</b>	
- Revue annuelle des activités VIH en 2021	4
- Un plan d'action genre et droits humains en matière du VIH/sida au Togo 2022-2025	10
- La Journée mondiale de lutte contre le sida 2021: occasion d'une campagne Condomize ! digitale	12
<b>Echos des acteurs :</b>	
- Les centres de santé lauréats primés pour leur succès au Plan d'Urgence Américain pour la Lutte contre le VIH/Sida	14
- La protection sociale au cœur des défis de la riposte nationale au VIH et à la tuberculose	16
- Discrimination des PVVIH : RAS+ dresse le tableau de la situation au Togo en 2021	18
<b>La loupe :</b>	
- Deuxième forum national de la société civile contre le sida et pour la promotion de la santé	20
- Lutte contre le VIH à l'école : un livre sur les poèmes, chants et dessins des apprenants des établissements et centres de formation technique et professionnelle	22
<b>Humour :</b>	24



## OBJECTIF 90 90 90

90% des personnes séropositives connaissent leur statut sérologique,

90% des personnes qui connaissent leur séropositivité reçoivent des traitements antirétroviraux,

90% des personnes sous traitements antirétroviraux ont une charge virale indétectable.

## CNLS Magazine

### **Directeur de publication**

Vincent Palokinam PITCHE

### **Rédacteur en chef**

Atinèdi GNASSE

### **Comité de Rédaction :**

- Atinèdi GNASSE
- Damien Kégnidé AMOUSSOU
- Charles LIMAZIE
- Anoumou DAGNRA

### **Photos :**

- Nestor NANDJI

**Imprimerie: Honess**

Prof. Vincent P. PITCHÉ,



La mise en œuvre efficace des interventions de santé nécessite la disponibilité des ressources humaines de qualité. En Afrique et particulièrement dans la lutte contre le VIH et le Sida, les acteurs de la société civile ont joué et continuent de jouer un rôle majeur depuis le début de l'épidémie. Au Togo, les acteurs de la société sont impliqués dans tous les aspects de la lutte contre le VIH et le Sida (prévention, prise en charge, soutien psychosocial, mobilisation des fonds, gouvernance). Au cours de ces deux dernières années de la pandémie de la COVID 19 l'apport des communautaires a été important dans l'offre des services à la population. Le dernier forum national de la société civile a permis de faire le bilan de leurs activités 12 ans après la tenue du premier forum et de formuler des recommandations pertinentes pour renforcer leurs actions dans la riposte

nationale. Ces acteurs de la société civile et d'autres acteurs du secteur public ont été mis en valeur par le programme d'urgence présidentiel de lutte contre le Sida (PEPFAR) depuis deux ans par des récompenses en fonction des performances réalisées sur le terrain.

Au niveau régional, l'ONSUDIA a mis en place un institut de la société civile à Dakar dont le rôle principal est de participer aux renforcer des capacités des sociétés civiles dans les pays afin qu'elles contribuent efficacement à la mise en œuvre de la riposte au VIH en Afrique de l'Ouest et du centre. En effet, dans le cadre de l'accélération des interventions VIH au cours des prochaines années, nous avons besoins d'une société civile performante et innovante.

Félicitations à tous les acteurs communautaires et à l'ensemble de la société civile pour leurs engagements permanents et efficaces dans la riposte nationale au VIH dans notre pays.



*La lutte contre le Sida nous concerne tous.  
Ensemble éradiquons ce fléau*

Kodzo DEKU

**Revue annuelle des activités de lutte contre le VIH et le sida au Togo, bilan des activités de 2021**

Quels sont les résultats obtenus dans la riposte au VIH au Togo au cours de l'année 2021, la première année de mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN) 2021-2025. Le Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le sida (SP/CNLS-IST) a partagé, lors d'une rencontre les 29 et 30 juin 2022 à l'hôtel La Concorde à Lomé, le rapport de la revue des activités de cette année-là et a obtenu un consensus national avec toutes les parties prenantes de la riposte au VIH en 2021. Cette revue qui s'exécute chaque année avec les acteurs et les partenaires de la lutte contre le sida était une occasion pour faire le point sur le niveau d'atteinte des objectifs 3x95 de l'ONUSIDA adoptés par le Togo.

**Cérémonie d'ouverture :****Des acquis certes, des défis aussi**

Dans son intervention qui a servi de présentation de la situation, le professeur Vincent Palokinam PITCHE Coordonnateur du SP/CNLS-IST, a planté le décor en faisant constater que les acquis sont réels, mais que les défis restent à lever.



Pour le Directeur Pays ONUSIDA, « Chaque revue est un moment important. Dans ce cas précis, après une année de PSN, il est important de regarder en arrière et de se dire « Qu'est-ce que nous avons réalisé ? » ; « Qu'est-ce que nous avons appris ? » et « Qu'est-ce que nous pouvons faire mieux ? », spécifiquement au Togo mais en tenant compte du contexte mondial et celui de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ».

Dans son discours d'ouverture de la Revue, le Secrétaire Général du Ministère en charge de la santé, Dr WOTOGBE Kokou, a salué « la bonne performance de la lutte contre le sida depuis 10 ans et la bonne gestion des ressources », tout en reconnaissant que des défis restent à relever.

**Les Présentations**

Les documents objets de consensus sont le rapport des activités du Conseil National de lutte contre le sida, une mise en commun des résultats des activités de tous les acteurs et partenaires, pour l'année 2021 ; d'une part ; et le rapport des Recettes et Dépenses de lutte contre le

sida (REDES) 2021.



Ces présentations ont été faites par le SP/CNLS-IST, organe national de coordination et de suivi de l'ensemble des activités de lutte contre le VIH et le sida, qui a pour rôle d'apporter l'appui technique nécessaire aux différents acteurs de la riposte, d'évaluer les besoins et de faciliter toutes les démarches visant à harmoniser l'exécution des différentes interventions. Dans le but d'accomplir pleinement sa mission, le SP/CNLS-IST élabore périodiquement des plans stratégiques nationaux de lutte contre le Sida et les IST y compris tous les documents opérationnels.

D'autres thématiques ont été présentées par des acteurs de mise en œuvre et des partenaires techniques et financiers, à l'instar du Programme National de lutte contre le sida, les Hépatites Virales et les IST qui a présenté les principaux défis et perspectives de la prise en charge et de la PTME ; les résultats du Programme National de lutte contre la Tuberculose qui a présenté les défis et perspectives de la lutte contre la Tuberculose. La plateforme des OSC-VIH/Santé a partagé avec les participants le bilan de ses activités en 2021. Le Réseau des associations et Personnes vivant avec le VIH a présenté les activités de l'Observatoire des droits humains. De son côté l'ONG internationale FHI360, à travers le projet Ending Aids in West Africa (EAWA), a présenté le programme PEPFAR au Togo, notamment ses résultats programmatiques, les défis et les leçons apprises de sa

mise en œuvre.



De son côté le directeur ONUSIDA Togo a présenté les grands enjeux de la lutte contre le VIH/SIDA dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du centre (nouveau plan stratégique de l'ONUSIDA 2021-2026). Le projet Santé Intégrée a présenté son expérience sur la Prise en charge Communautaire.

#### Les tables rondes

Trois tables rondes ont été organisées au cours de ces deux jours de travaux.



La première table ronde a porté sur les Problèmes et Défis pour améliorer la qualité des données. La deuxième a concerné la Prise en charge Communautaire avec opportunité d'un Retour d'expérience sur les activités de veille communautaire, notamment les défis et les perspectives. La PTME a été le sujet de la troisième table

ronde : Défis actuels, comment améliorer les indicateurs notamment la couverture des Femmes enceintes sous traitement ARV (TARV) et le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant.

#### Axes et outils d'interventions

Le PSN 2021-2025 est basé sur les orientations internationales et les engagements nationaux notamment sur la stratégie ONUSIDA des 95-95-95 et les orientations de l'OMS. La mise en œuvre de ce PSN est facilitée par l'élaboration des documents normatifs et des outils d'opérationnalisation à savoir : la *Politique Nationale de Prévention et de Prise en charge Globale du VIH chez les populations clés* ; la *Politique de Prévention et de prise en charge du VIH chez les Adolescents et jeunes* ; les *Stratégies de mise en œuvre de la PreP* ; le *Guide de prise en charge Globale du VIH* ; le *Document de politique et Normes en Matière de Conseil dépistage* ; le *Plan d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et la mise en place de la délégation de tâches* ; le *Plan Opérationnel 2021-2023* et ; le *Plan National de Suivi Evaluation*.

La riposte au VIH en 2021, tout comme ce sera le cas pour la durée du PSN 2021-2025, s'est menée autour de quatre axes d'intervention. Axe1 : Intensification de la prévention ciblée à fort impact pour l'élimination des nouvelles infections à VIH ; Axe2 : Renforcement de la cascade dépistage, soins, traitement et rétention pour une réduction significative des décès liés au sida ; Axe3 : Accélération de l'élimination des obstacles liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès et l'utilisation continue des services VIH ; Axe 4 : Renforcement de la gouvernance pour une riposte nationale au VIH pérenne.

En termes d'atteinte des objectifs programmatiques des trois 95 en 2021 : 75.9% des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) connaissaient leur statut VIH (1er 95) ; 99.8 % de ceux qui connaissent leur statut sérologique étaient sous traitement par les antirétroviraux (ARV) (2è 95) ; 89.4% des PVVIH sous ARV avaient la charge virale supprimée (3è 95).

La revue a, par ailleurs, permis aussi de ressortir les forces et les faiblesses de la riposte nationale au VIH et de faire des recommandations pertinentes pour lever les goulots d'étranglements afin d'accélérer les interventions dans la perspective d'atteinte des 3 x95 en 2025.

### Les résultats d'une année de mise en œuvre du Plan Stratégique nationale de lutte contre le sida

La mise en œuvre du plan stratégique national de lutte contre le VIH/Sida 2021-2025 a démarré en 2021 dans un contexte encore marquée par la pandémie de la COVID 19. Mais grâce à l'engagement des plus hautes autorités du pays dans la gestion efficace de cette pandémie avec le soutien des partenaires techniques et financiers, la capacité de résilience des acteurs a permis d'adapter les stratégies pour continuer à assurer l'offre des services de prévention, de soins et traitement et soutien aux populations cibles tout au long de l'année 2021.

Les résultats obtenus au cours de cette première année de mise en œuvre du Plan National Stratégique 2021-2025 rendent compte de l'ensemble des activités multisectorielles menées dans le pays par toutes les parties prenantes et sont présentés par domaine d'interventions prioritaires : Prévention ; Soins et Traitement ; Genre et Droits Humains et Gouvernance.

**A commencer par la Prévention**, il faut dire que

trois types de services essentiels ont été offerts aux populations cibles. Il s'agit de la communication pour le changement de comportements, la promotion de l'utilisation des préservatifs et l'offre de service du conseil et dépistage du VIH, du diagnostic et traitement des IST et de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). Les interventions de communication, de dépistage, de distribution de préservatifs et de la sécurité transfusionnelle ont permis d'avoir les résultats suivants :

- 1 326 798 personnes contacts toutes cibles confondues, ont été touchées par les sensibilisations de proximité pour le changement de comportements ;
- 1 326 798 personnes contacts ont été sensibilisées sur les violences basées sur le genre ;
- 535 385 personnes ont été dépistées au VIH avec un taux de séropositivité de 3.2%
- 14 240 180 préservatifs ont été distribués ;
- 71 477 cas d'IST ont été diagnostiqués et traités
- 50 305 poches de sang et dérivés de sang ont été sécurisés.

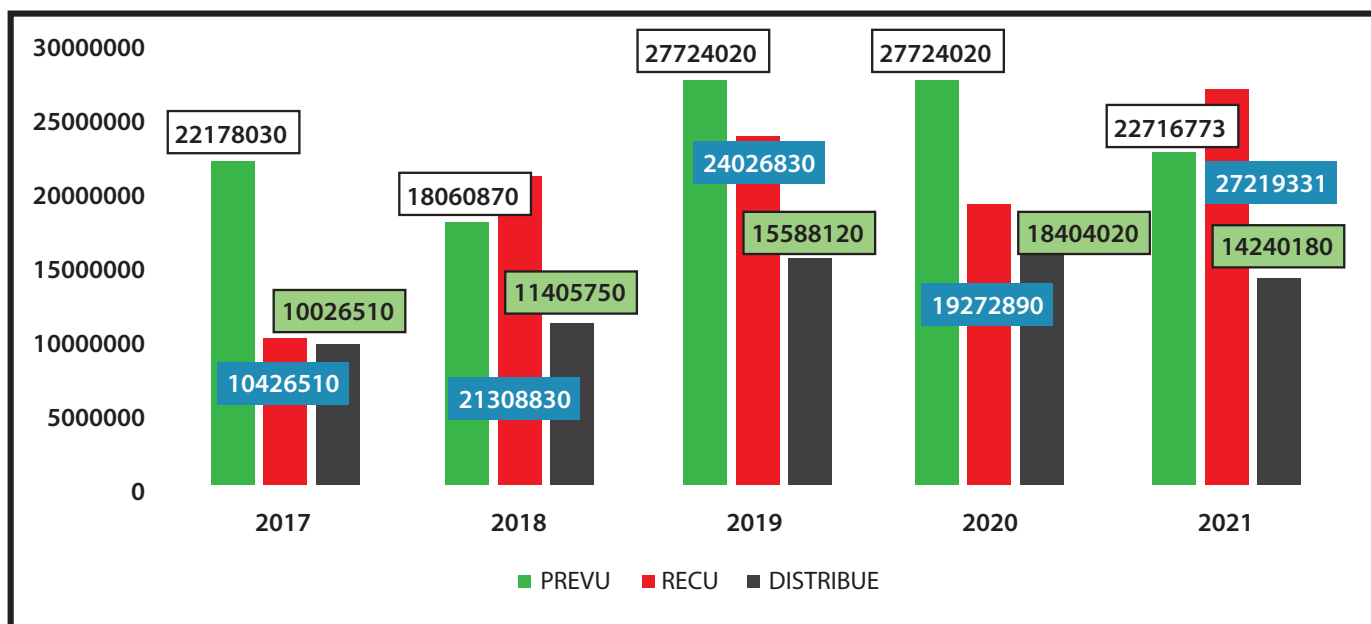


Figure 1: Evolution du Nombre de Préservatifs reçus et distribués entre 2017-2021

Les interventions de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ont été sanctionnées par les résultats suivants :

- 777 sites PTME sont fonctionnels, soit une couverture géographique de 84%,
- 221482/285489 soit 77,56% femmes enceintes ont été dépistées en 2021
- 68,22% femmes enceintes séropositives dans le pays

ont bénéficié des ARV afin de réduire la transmission du VIH à leurs enfants

- Le taux de séropositivité à la PCR1 (les 6 premières semaines de vie) est de 2.2%
- Le diagnostic précoce du VIH a été réalisé chez 2436 nourrissons exposés au VIH soit une proportion de 84,64% avec un taux de positivité à 2,9%.

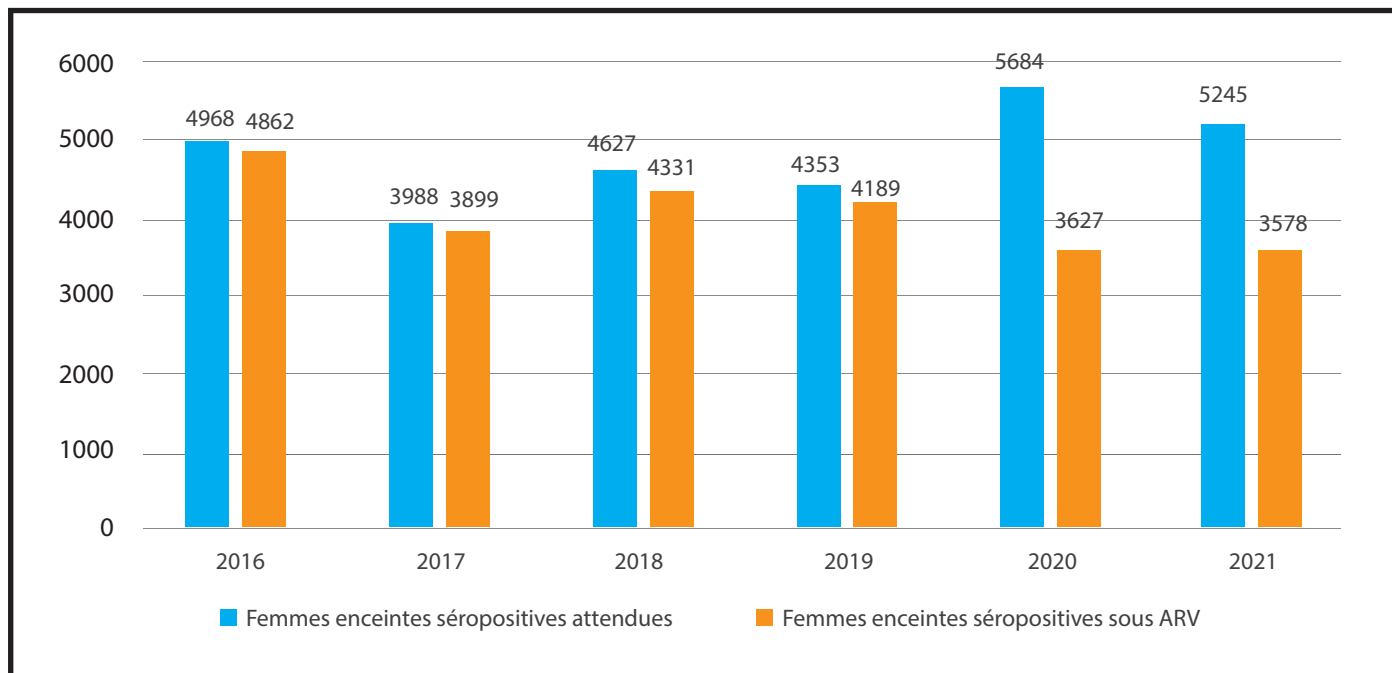


Figure 2: Comparaison du nombre de femmes enceintes séropositives attendues et femmes enceintes séropositives sous ARV

En 2021, 221 482 sur 288 457 femmes enceintes reçues dans les services de CPN ont fait leur test de dépistage du VIH. 3 565 femmes enceintes séropositives ont reçu les ARV pour réduire le risque de transmission du VIH de la mère à l'enfant. Le taux de transmission final incluant la période d'allaitement (18 mois) du VIH de la mère à l'enfant est à 19.33% en 2021 selon les estimations faites par SPECTRUM.

Depuis quelques années, le Togo a ajouté des stratégies d'intervention auprès des jeunes, les adolescents de 10-14 ans et l'enseignement de l'éducation sexuelle complète est en cours dans les établissements scolaires du premier et deuxième cycle du secondaire. Ainsi, en 2021, grâce à l'activité des pairs éducateurs dont 206 pairs éducateurs payés sur la subvention du Fonds Mondial (106 en milieu scolaire et 100 dans les deux universités), 876 284 personnes ont été sensibilisées.

A titre d'informations stratégiques, il est à retenir qu'en 2021, les activités de sensibilisation de proximité ont permis de toucher **1 326 798** personnes contacts dont **119 932** jeunes de 15-24 ans, **227 463** femmes, **14 577** PS, **12 778** HSH, ; de dépister **535 392** et de distribuer **14 240 180** préservatifs à toutes les cibles du PSN sur une prévision de **22 716 723**, soit un taux de réalisation de **63%**. Dans le domaine de la PTME, on note une couverture en ARV des femmes enceintes séropositives de **68.22 %** avec le taux de séropositivité des enfants issus de la PTME à 6 semaines est de **2.9 %** mais que le taux de transmission à 18 mois reste encore élevé à **19%**.

**En matière de Soins et Traitement**, grâce aux multiples stratégies développées dans l'optique d'atteindre les objectifs des 3 x 95 et d'améliorer la prise en charge globale du VIH, des résultats suivants ont été obtenus :

- **81 238** PVVIH sont inscrites dans les structures de prise en charge sur 107 000 PVVIH estimées au Togo en 2021 (Estimation Spectrum)
- **81 123** PVVIH (adultes, adolescents et enfants) ont été mises sous traitement ARV, soit un taux national de couverture thérapeutique de 99,86% des personnes inscrites dans les structures de soins). En rapport avec les estimations Spectrum, le taux de couverture thérapeutique est de 75,8%
- **61 227** PVVIH sous traitement ont eu accès à la charge virale, soit un taux de couverture de 75,4% des personnes sous TARV. La charge virale est supprimée chez 89% des PVVIH sous TARV ayant accès à ce diagnostic
- **99,8 %** des malades co-infectés tuberculose et VIH ont été mis sous traitement ARV et antituberculeux

En 2021, **12 177** nouvelles personnes dépistées positives au VIH ont été mises sous traitement ARV.

Au 31 décembre 2021, **81 123** patients PVVIH étaient sous ARV sur les sites de prise en charge (soit un taux de couverture thérapeutique de **99,86%**).

Depuis 2019, la mise en œuvre de la stratégie de « dépister et traiter » a permis d'accroître significativement l'arrimage des PVVIH sous ARV (figure 3)

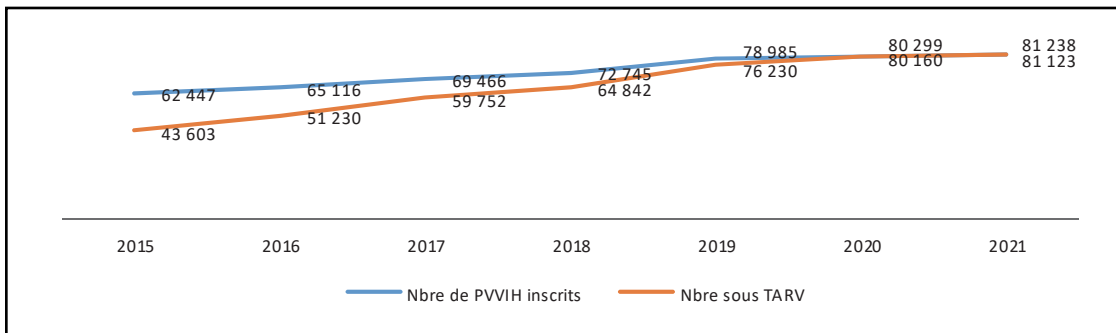


Figure 3: Comparaison de l'évolution du nombre de PVVIH dépistées et PVVIH sous ARV entre 2015 et 2021

Dans le cadre de la prise en charge des coinfectées VIH/ Tuberculose, 78 065 PVVIH, soit 96% des PVVIH enregistrées et suivies ont bénéficié de la recherche active de la TB. Parmi ces PVVIH 332 étaient diagnostiquées coinfectées TB/VIH. L'offre de service de la Charge Virale a connu une amélioration grâce au renforcement du plateau technique par l'achat des nouveaux équipements et la formation des ingénieurs et techniciens de laboratoire. Ainsi, au 31 décembre 2021, le Togo disposait de 10 plateformes de mesure de la charge virale. Ainsi 61.227 PVVIH ont pu

bénéficier de la mesure de la charge virale, soit 75%. En ce qui concerne la stratégie 3x95, on note une grande évolution depuis 2019. 76% des PVVIH connaissaient leur statut en 2021. Parmi ceux qui connaissent leur statut sérologique, 99% étaient sous traitement ARV en 2021. En matière de charge virale, 75% des PVVIH ont bénéficié de la charge virale en 2021 contre seulement 30% en 2020. 88% des PVVIH qui ont fait la Charge Virale en 2021 ont une charge virale supprimée

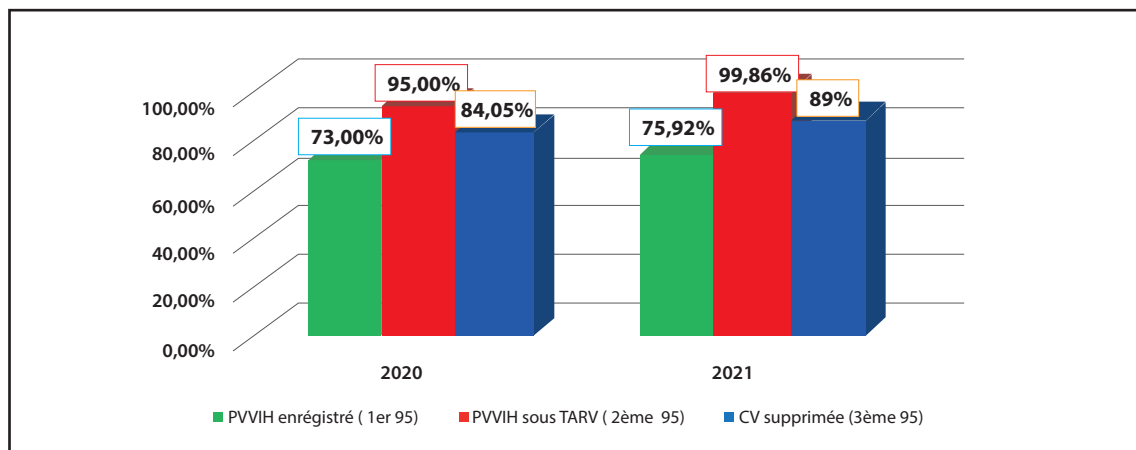


Figure 4: Evolution des 3X95 entre 2020 et 2021

Pour informations stratégiques, il est à retenir qu'en 2021, **81 238** personnes étaient inscrites dans les centres de prise en charge. Sur ce nombre, **81 123** étaient sous ARV, soit un taux de couverture thérapeutique de 99%. 100 % des coinfectées TB/VIH attendus ont bénéficié concomitamment des traitements anti tuberculeux et ARV. En ce qui concerne la stratégie des trois 95 en 2021, on note que : **76%** des PVVIH connaissaient leur statut VIH (**1er 95**) ; **99 %** de ceux qui connaissent leur statut sérologique étaient sous ARV (**2è 95**) ; **75%** des PVVIH sous ARV avaient eu un accès à la charge virale qui est supprimée chez **88%** (**3è 95**). **3 208** PVVIH ont bénéficié de l'accompagnement psychosocial et **3 206** OEV suivi ont bénéficié d'une PEC psychosociale.

Pour ce qui concerne les droits humains et genre, plusieurs interventions ont été mises en œuvre pour éliminer les obstacles liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès et l'utilisation continue des services VIH. Ainsi, les actions essentielles sont la sensibilisation, la documentation et la prise en charge des Personnes victimes de Violences basées sur le Genre.

- 50 261 personnes ont été sensibilisées par les bénévoles et les autres acteurs de lutte contre les Violences basées sur le genre
- 291 Prestataires de soins et 53 leaders communautaires ont été formés sur la prise en charge des VBG
- 3 609 Personnes ont été victimes de VBG et notifiées dans les structures de prises en charge



- 613 Personnes victimes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge.

Par ailleurs, deux grands projets ont été mis en œuvre au niveau National afin de juguler l'impact de la violation des droits humains sur la lutte contre le VIH au Togo. Il s'agit du Projet KPIF financé par USAID et le projet « Droit des minorités sexuelles au service SSR » financé par Amplify Change. On note également les actions de l'Observatoire des Droits Humains et VIH à l'endroit des PVVIH notamment les sensibilisations et la prise en charge des Violences Basées sur le Genre.

Afin de mettre un visage sur la nature de la stigmatisation et de la discrimination envers les PVVIH, le Togo a organisé sa deuxième enquête de « l'index stigma ». Les résultats de cette enquête sont en faveur de l'hypothèse selon laquelle la stigmatisation liée au VIH au Togo est attribuable à une combinaison de facteurs notamment le statut VIH, l'orientation sexuelle, le commerce du sexe, la consommation de drogues injectables, l'identité du genre. La lutte contre la stigmatisation et la discrimination des PVVIH en général et des populations clés en particulier

va contribuer à l'atteinte de l'objectif d'élimination de l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 au Togo.

En matière de Gouvernance, le CNLS-IST a initié et mis en œuvre plusieurs interventions de mobilisation de ressources dans le cadre du financement du plan stratégique 2021-2025.

Pour le compte de cette année 2021, des efforts notables ont été déployés malgré le contexte de rareté de ressources et celui imposé par la pandémie du COVID 19. Ainsi les ressources mobilisées et dépensées pour la riposte nationale s'élèvent à dix sept milliards cent dix-neuf millions quatre cent cinquante et un mille deux cent soixante-dix-huit (17 119 451 278 F CFA). Les fonds pour la mise en œuvre des interventions VIH proviennent essentiellement de deux sources de financements :

- Les Fonds domestiques (publics et privés) constituent 17.94%
- Les Fonds Internationaux 82.06%

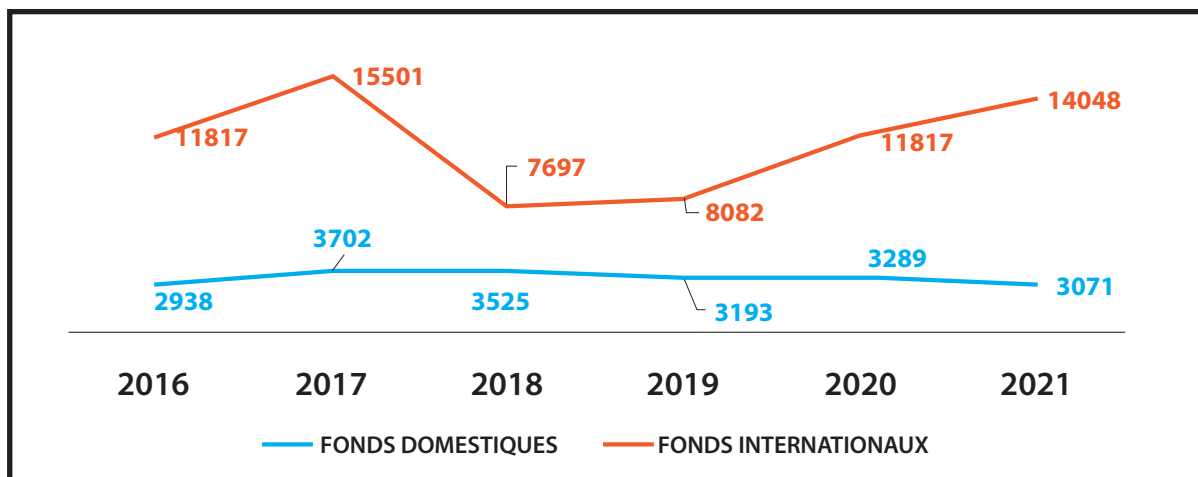


Figure 5: Tendances évolutives des financements extérieurs et domestiques de 2016 à 2021

*Le présent rapport se justifie par l'exigence accrue de transparence, de responsabilité et le devoir de rendre compte. Les résultats ci-dessus exposés par domaine d'actions prioritaires relatent les différentes performances réalisées malgré le contexte de rareté de ressources et de survenue d'épidémie tel le COVID19. Un accent particulier a été mis sur les aspects des droits humains, genre et protection sociale afin de mettre fin aux inégalités et aux Sida à l'horizon 2030. Les ressources mobilisées et dépensées dans le cadre de la riposte au VIH/Sida proviennent essentiellement de trois sources de financement : les fonds publics, les fonds privés et les fonds internationaux. Nonobstant ces résultats globalement satisfaisants, beaucoup de défis restent à relever. Parmi ces défis, on peut citer entre autres : le passage à échelle de la mise en œuvre des nouvelles stratégies de dépistage notamment l'EPOA, le dépistage communautaire, l'augmentation de l'offre des services intégrés et adaptés pour toucher le maximum des jeunes et adolescents, l'amélioration importante de l'offre des services de la charge virale, la mobilisation des ressources domestiques et externes et Le renforcement du leadership de toutes les parties prenantes.*

Léa Détonon, Atinèdi GNASSE

Le Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le sida et les Infections sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST) a doté les acteurs du domaine VIH d'un plan d'action Genre et Droits Humains en matière du VIH (PAG-DH/VIH) pour la période 2022-2025. Cet outil programmatique a été validé lors d'un atelier dans les locaux de JESS Hôtel à Lomé les 10 et 11 mars 2022.



### La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions, celle du Directeur Pays ONUSIDA et du Coordonnateur National du SP/CNLS-IST. La Première a été faite par le Directeur Pays de l'ONUSIDA Dr Eric VERSCHUEREN. Il a d'abord remercié le Coordonnateur National du SP/CNLS-IST et les participants pour leur engagement sans cesse renouvelé dans la lutte contre le VIH/sida. Après avoir fait un bref aperçu sur les axes de la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA et les obstacles majeurs que constitue la problématique Genre et Droits Humains dans la riposte au VIH, il a mis un accent particulier sur le progrès que le Togo a fait ces dernières années dans le deuxième domaine dépistage, traitement et charge virale. Sur ce point, il a invité tous les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes pour la validation dudit document afin que les actions soient bien formulées pour mettre fin à ce problème lié au genre et aux Droits Humains.

Le coordonnateur National du SP/CNLS-IST Professeur Vincent PITCHE, Pour sa part, a adressé une sincère reconnaissance aux Partenaires techniques et Financiers,

et à tous les partenaires de mise en œuvre. Il a salué l'effort des consultants pour le travail fourni. Dans son discours, le Coordonnateur a situé l'atelier dans son contexte en relevant l'importance de la suppression des obstacles liés au genre et droits humains qui entravent l'accès au service de soins et a fait quelques commentaires pour l'amélioration du document. Avant de déclarer ouvert l'atelier, il a remercié particulièrement l'ONUSIDA qui ne cesse d'accompagner le CNLS dans l'élaboration de ses documents.

### L'objectif du PAG-DH/VIH

**Le Plan d'action genre et droits humains en matière du VIH/sida au Togo 2022-2025** a pour objectif de contribuer à la promotion d'un environnement favorable à la réponse nationale au VIH. Il vise à réduire les obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH et la tuberculose et, ce faisant, à garantir l'accès aux services de santé liés au VIH et à la tuberculose pour tous, y compris les groupes de populations marginalisés. En particulier, le plan cherche à contribuer à la transformation des normes sociales en faveur de l'équité et la non-discrimination notamment envers les

populations clés, les personnes vulnérables et les PVVIH ; à améliorer l'environnement juridique et politique pour la lutte contre la stigmatisation, la discrimination et les violences basées sur le genre ; à réduire les obstacles en matière d'accès à des services de santé de qualité en matière de VIH et de tuberculose ; et à améliorer l'accès des populations clés et des PVVIH aux services juridiques et judiciaires.

Le présent plan propose, comme pour d'autres en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal, ...), de mettre en place des programmes complets dans chacun des domaines identifiés par l'ONUSIDA et le Fonds mondial, afin de réduire et, à terme, d'éliminer ces obstacles liés aux genre et droits humains.

**Les domaines prioritaires du PAG-DH/VIH**

<b>Domaine d'intervention 1</b>	Contribution à la transformation des normes sociales en faveur de l'équité et la non-discrimination notamment envers les populations clés, les personnes vulnérables et les PVVIH et la TB
<b>Domaine d'intervention 2</b>	Amélioration de l'environnement juridique et politique pour la lutte contre la stigmatisation, la discrimination et les violences basées sur le genre
<b>Domaine d'intervention 3</b>	Réduction des obstacles en matière d'accès à des services de santé de qualité en matière de VIH et la TB
<b>Domaine d'intervention 4</b>	Amélioration de l'accès des populations clés et des PVVIH et la TB aux services juridiques et judiciaires
<b>Domaine d'intervention 5</b>	Soutien à la coordination, au suivi-évaluation et à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Plan

Au fur et à mesure que ces programmes complets seront déployés et maintenus - et que la stigmatisation et la discrimination seront réduites, que les populations clés et vulnérables seront habilitées à défendre leurs droits et que les obstacles structurels seront éliminés - l'accès aux services liés au VIH et à la tuberculose et leur maintien dans ces services s'amélioreront, tant pour

les populations clés et vulnérables que pour les autres groupes de population. En fin de compte, le plan d'action facilitera les progrès vers l'élimination du VIH et de la tuberculose en tant que menaces pour la santé publique et vers un accès équitable aux services de santé pour toutes les populations au Togo.

**Principes transversaux**

Un certain nombre de principes transversaux en matière de droits humains et de santé publique sont au cœur de ce plan et guideront toutes les activités et interventions. Ces principes sont les suivants :

- **Égalité et non-discrimination** - Les prestataires et les institutions de soins de santé doivent servir toutes les personnes sur la base des principes de l'éthique médicale et du droit à la santé. Personne ne doit se voir refusé des services de soins de santé nécessaires en raison de son sexe, de sa diversité, de son statut professionnel ou de sa situation géographique.
- **Ne pas nuire** - Aucun individu ou groupe ne doit être exposé à un risque de préjudice évitable résultant directement ou indirectement de l'élaboration et de la mise en œuvre de ce plan.
- **Vie privée et confidentialité** - Tous les utilisateurs des services de santé, sans exception, ont droit au respect de la vie privée et à la confidentialité totale des informations relatives à leur santé. Les professionnels de la santé ont le devoir de respecter la dignité humaine essentielle de toutes les personnes et de protéger la vie privée et la confidentialité de leurs patients.
- **Participation et inclusion** significatives des personnes vivant avec les maladies et des populations clés et vulnérables - Les membres des populations clés et vulnérables ainsi que les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose ou les plus touchés devraient être pleinement impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan.
- **Respect de la dignité et de l'autonomie de la personne** - Toutes les personnes ont les droits fondamentaux suivants garantis par les lois internationales, régionales et nationales : droit de ne pas faire l'objet de discrimination ; droit à l'égalité ; droit de ne pas être soumis à la torture et aux traitements cruels, inhumains et dégradants ; droit à la dignité ; droit à la sécurité de la personne ; droit à l'information ; et, droit, y compris dans les prisons et autres lieux fermés, au meilleur état de santé possible.
- **Education juridique** (« Connaitre ses droits ») – Les interventions du plan visent à ce que les populations clés et vulnérables connaissent leurs droits de manière à mieux se défendre et à signaler/dénoncer les abus et violations les cas échéants.

Atinèdi GNASSE

Les Journées mondiales de lutte contre le sida (JMS) se succèdent, mais ne se ressemblent pas. La JMS est célébrée chaque année dans le monde entier. L'édition 2021 est placée sous le thème : **Mettre fin aux inégalités, mettre fin au Sida, mettre fin aux pandémies**. Au Togo le lancement officiel des activités au programme a été marqué par une conférence de presse le vendredi 26 Novembre dans les locaux du Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (SP/CNLS-IST) à Lomé, quartier Tokoin-Wuiti.

De la Conférence de presse de lancement à la campagne digitale Condomize en passant par le deuxième forum des organisations de la société civile, les manifestations



organisées dans le cadre de la campagne ont eu un écho encourageant eu égard à la situation de crise sanitaire. Et ce fut grâce à l'approche d'adaptation et même d'innovation adoptée.

La campagne Condomize ! a été beaucoup plus digitale dans sa partie sensibilisation et communication visuelle.

**«Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. Mettre fin aux pandémies»**

Au niveau international, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) qui guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision

commune en retenant ce thème, veut que l'on mette l'accent sur l'éradication urgente des inégalités qui alimentent l'épidémie du sida et d'autres pandémies dans le monde. Les inégalités économiques, sociales, culturelles et juridiques doivent prendre fin de toute urgence si nous voulons éradiquer le sida d'ici 2030. Lutter contre les inégalités est essentiel pour éradiquer le sida, mais aussi pour promouvoir les droits humains des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, pour instaurer des sociétés mieux préparées pour vaincre la COVID-19 et d'autres pandémies, mais aussi pour favoriser la reprise et la stabilité économiques. Tenir cette promesse, c'est sauver des millions de vies et améliorer les conditions de la société dans tous les domaines.

Au Togo, dans le souci de promouvoir les droits humains des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, la riposte place dans ses priorités les enjeux que constituent les inégalités et les prend en compte d'abord dans les politiques et ensuite dans les programmations des interventions. La **Politique nationale de lutte contre le VIH et le sida 2021-2030**. **Vision 2030 : mettre fin à l'épidémie du SIDA** indique dans ses grandes orientations stratégiques que «des évidences de plus en plus nombreuses montrent que la protection des droits de l'homme, la lutte contre les inégalités, la promotion de l'égalité des sexes et le soutien de la mobilisation communautaire renforcent la riposte au VIH».



L'impact 3 du PSN 2021-2025 stipule : «l'environnement social, politique et juridique est favorable à l'accès et à l'utilisation continue des services VIH pour les populations clés et les PVVIH». Cette disposition s'aligne sur les priorités nationales contenues dans le Plan National du Développement (PND) dont l'Axe 3 vise à «Consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion».

Le SP/CNLS-IST, préoccupé par ces urgences, a réalisé cette année une Revue des textes légaux en lien avec le VIH validée le 27 août 2021. Cette revue fait des recommandations dans le sens de réduire les inégalités. Entre autres recommandations, la nécessité de réviser la loi portant protection des personnes en matière de VIH/sida de décembre 2010.

### Les activités menées

Dans le contexte d'urgence sanitaire avec la crise liée au coronavirus, il n'a pas été possible de mener des activités de grandes masses comme la célébration officielle solennelle habituellement organisée dans l'une des localités (ville ou zone rurale) du Togo. Toutefois, des activités de soutien, de communication et de promotion du préservatif ont été privilégiées. Le deuxième Forum national des organisations de la société civile en lutte contre le VIH et pour la promotion de la santé au Togo organisée du 24 au 26 novembre 2021

sous le thème « **Contribution des organisations de la société civile Togolaise à la lutte contre le VIH et au renforcement de la santé communautaire** ». Pendant trois jours des panels se sont succédés, suivis de tables rondes. La mission principale de ce forum était d'évaluer, de par leurs actions, la contribution particulière des organisations de la société civile en lutte contre le VIH dans l'atteinte des objectifs 95-95-95 fixés à l'échelle mondiale pour 2030.

Campagne de Prévention des IST/VIH et Grossesses non désirées VACANCES 2021. Elle a été faite de sensibilisation et de distribution de préservatifs. Des interventions sur les médias à travers des émissions radio ont eu lieu. Cinq radios, dont une par région, ont animé des émissions radiophoniques. Trois personnes ressources au plus ont été identifiées dans chaque région pour animer deux émissions sur des radios sur la prévention des IST/VIH et grossesses non désirées, et c'est dans deux langues dominantes de la localité. Les réseaux sociaux ont été des supports abondamment utilisés par les acteurs régionaux. Des animations sur la prévention des IST/VIH et grossesses non désirées avec des démonstrations du port correct du préservatif ont été faites sur les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook, TikTok. Ces animations indiquaient les sites de distribution aux jeunes désireux de se procurer du préservatif.



**ONG  
CONSTRUIRE ENSEMBLE**  
Poursuite de sensibilisation et  
distribution des préservatifs  
dans le DOUFELGOU

**AIESEC**  
Université de Kara

**CONDOMIZE!**

**CNLS-IST**

**UNFPA**



Pour la deuxième année consécutive, **25 établissements de soins répartis dans trois régions sanitaires à forte prévalence du VIH ont été récompensés au cours de la deuxième édition de Togo PEPFAR Awards.** La cérémonie a eu lieu le jeudi 09 décembre 2021 à l'hôtel Onomo à Lomé. Trophées et certificats d'excellence ont été remis aux centres bénéficiaires, partenaires du Plan d'Urgence Américain pour la lutte contre le VIH/sida (PEPFAR). Les formations sanitaires lauréates ont excellé dans dix catégories couronnées à 95 % de succès.

En effet, le Togo a obtenu un financement additionnel de deux ans du fonds «Game Changer» (Changer de jeu en français) du PEPFAR pour la période d'octobre 2019 à septembre 2021. Le game changer est piloté par l'agence américaine de coopération et de développement international (USAID). La réalisation des composantes du financement est confiée au projet Ending Aids in West Africa (EAWA) 2017-2022 mis en œuvre par l'ONG FHI360. Ce fonds a pour objectif de permettre aux établissements sanitaires partenaires d'intensifier la mise en œuvre des stratégies d'identification des personnes séropositives, leur enrôlement, leur maintien sous traitement et la mesure de la suppression de leur charge virale. Ceci, grâce au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des intrants, à l'acquisition des produits de base pour la prévention, les soins et le traitement, ainsi que le renforcement du système des laboratoires de mesure de la charge virale et du système de gestion des données et

de veille.

#### **Togo PEPFAR Awards 2021**

La deuxième année de mise en œuvre de ce financement qui court d'Octobre 2020 à Septembre 2021 a connu son épilogue, jeudi 09 Décembre 2021, avec une cérémonie de remise de trophées et de certificats d'excellence à 20 centres de santé partenaires qui ont obtenu les meilleurs résultats dans les catégories d'activités mises en jeu à raison de deux centres par catégorie. Il s'agit en fait des établissements de soins publics, associatifs et confessionnels spécialisés dans la prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et répartis dans trois régions sanitaires à forte prévalence de VIH/Sida dans le pays à savoir : Le grand- Lomé, la Maritime et les Plateaux.

Parmi les catégories d'activités, l'on peut retenir le dépistage, la recherche des «Perdus de vue» et le suivi des populations- clés telles que les professionnelles du sexe (PS), les hommes entretenant les rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), la population carcérale et les usagers de drogue. Au nombre des activités au programme, figurent également la dispensation des médicaments (ARV) à domicile, le rapportage hebdomadaire des données, la mise sous traitement de nouvelles personnes dépistées positives, ainsi que la certification de la suppression de la charge virale.



### **Une opportunité pour consolider les acquis des deux premières années.**

Le secrétaire général du ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, Dr Kokou Wotogbé a, à l'occasion indiqué que pour la deuxième année de mise en œuvre, 8 609 nouvelles personnes ont été testées positives au VIH, 8 465 personnes ont été enrôlées sous traitement antirétroviral (ARV) et 38 744 personnes vivants avec le VIH(PVVIH) sont maintenues sous ARV. En ce qui concerne la charge virale, Dr Wotogbé renseigne que sur 32 470 PVVIH qui ont effectué un prélèvement pour la mesure de la charge virale, 26 721 ont une charge virale nulle. Il a remercié les différents acteurs de mise en œuvre du projet et les a exhortés à redoubler d'ardeur au travail, en vue de l'amélioration de la santé des bénéficiaires. Le secrétaire général s'est réjoui de la mise à disposition d'une nouvelle enveloppe financière de onze millions de dollars US pour le compte de l'année 2022, ainsi que l'extension du projet à la région centrale. «C'est une excellente opportunité pour consolider les acquis des deux premières années, à travers la mise à échelle des meilleures pratiques des sites PEPFAR, en vue de combler les lacunes et les inégalités observées durant cette période», a-t-il souligné.

**Le Togo parmi les pays ayant réalisé les progrès en**

### **matière de lutte contre le VIH/Sida**

L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, M. Eric Stromayer, a reconnu que le Togo figure parmi les pays ayant réalisé des progrès significatifs en matière de lutte contre le VIH/Sida, ces dernières années. Il s'est réjoui de ce que le projet a permis de combler les gaps de couverture au sein des populations-clés. «Ces résultats sont d'autant plus remarquables et encourageants qu'ils ont été obtenus dans un contexte difficile lié au déclenchement et à la persistance de la pandémie de la Covid-19 depuis mars 2020», a-t-il fait remarquer. Il a salué la résilience, l'endurance, l'abnégation et la rigueur des établissements lauréats, en promettant que son pays œuvrera à la pérennisation dudit projet.

Selon le vice-président du comité de pilotage, le coordonnateur du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS), Pr Anoumou Dagnra, le plan d'Urgence Américain pour la lutte contre le VIH/Sida (PEPFAR), au-delà du financement, est un programme qui apporte diverses innovations. «Ces innovations interviennent dans la mise en œuvre des stratégies de dépistage, de suivi individualisé des patients, du rapportage des données, de la motivation des prestataires, ainsi que dans la gestion des intrants».

Damien Amoussou

Depuis mai 2021, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'ONUSIDA accompagnent conjointement le Togo dans la réalisation d'une évaluation des politiques et programmes opérationnels de protection sociale et de leurs relations avec le VIH et la Tuberculose au Togo. Sous le leadership du Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte Contre le Sida et les IST (SP/CNLS-IST) et d'un comité de pilotage mis en place à cet effet, l'évaluation envisagée vise à répondre à la déclaration de politique de l'ONUSIDA de 2016 dont l'objectif clé est de « veiller à ce que 75% des personnes vivant avec le VIH, séropositives ou présentant un risque d'en être affectées, bénéficient d'une protection sociale sensible au VIH d'ici à 2020 » d'une part, et à contribuer à l'atteinte de la cible 3 de l'ODD3 ; c'est-à-dire, «mettre fin à la pandémie du Sida et à la tuberculose d'ici à 2030 », d'autre part.

Le SP/CNLS-IST a tenu un atelier de validation de l'étude en question qui s'est tenu à l'hôtel Onomo de Lomé les 29 et 30 décembre 2021. Et c'est la fin du processus d'évaluation des politiques, programmes et projets de protection sociale en lien avec le VIH et la tuberculose.

### Les fondements de ce processus d'évaluation des politiques et programmes opérationnels de protection sociale et de leurs relations avec le VIH et la Tuberculose

Il faudra rappeler que ce processus repose sur la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA 2021-2026 incluant la protection sociale (PS) comme un objectif spécifique clé.

**« 45% des personnes vivant avec le VIH/sida, à risque et touchées par le VIH/sida, ont accès à une ou plusieurs prestations de protection sociale »**

Pour atteindre l'objectif global de « Mettre fin au Sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030 », la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA 2021-2026 inclut la protection sociale (PS) comme un objectif spécifique clé : « 45% des personnes vivant avec le VIH/sida, à risque et touchées par le VIH/sida ont accès à une ou plusieurs prestations de protection sociale. » Cela se décline dans la Priorité Stratégique n°3 de la nouvelle stratégie, qui appelle à « Financer pleinement et soutenir des ripostes efficaces au VIH et les intégrer dans les systèmes de santé, de protection sociale, humanitaires et de riposte aux pandémies ».

**La nouvelle stratégie de l'ONUSIDA 2021-2026 affirme qu'une protection sociale robuste et centrée sur l'être humain a un rôle essentiel à jouer pour réduire les inégalités croisées.**

### Le droit égal à la protection sociale

Au sein de cette priorité stratégique, le Domaine de Résultat n°9 vise à établir des systèmes intégrés de santé et de protection sociale qui soutiennent le bien-être, les moyens de subsistance et des environnements favorables pour les personnes vivant avec le VIH, à risque de le contracter et touchées par le VIH afin de réduire les inégalités et de leur permettre de vivre et de prospérer. La nouvelle stratégie de l'ONUSIDA 2021-2026

affirme qu'une protection sociale robuste et centrée sur l'être humain a un rôle essentiel à jouer pour réduire les inégalités croisées qui ralentissent les progrès vers la fin du sida et l'amélioration du bien-être, de la dignité humaine et de la productivité des ménages touchés par le VIH.

La mise en œuvre de cette stratégie contribue à réduire la vulnérabilité, éliminer systématiquement les obstacles à l'utilisation des services et améliore la santé, le bien-être et la qualité de vie. Elle permet la sécurité alimentaire, la nutrition et l'inclusion sociale. Toutes les personnes vivant avec le VIH et touchées par le VIH ont donc un droit égal à la protection sociale, qui doit être dûment inscrit dans les cadres politiques, juridiques et programmatiques nationaux : accès à des services de santé universels, transferts au titre du filet de sécurité sociale, prestations d'assurance et de retraite et autres dispositifs publics de protection sociale.

### Le but de l'évaluation

**Préciser si les différents programmes et dispositifs de protection sociale prennent effectivement en compte les PVVIH et les personnes atteintes de tuberculose**

Conscient des effets de la protection sociale sur les indicateurs sociaux, le Gouvernement a consacré l'essentiel de l'axe 3 du Plan national de développement (PND 2018-2022) à la protection sociale. Dans la nouvelle feuille de route 2020-2025 du Gouvernement (Togo 2025), il est prévu la mise en œuvre de deux programmes importants pour la protection sociale : la mise en place de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) et celle du Registre Social Unique (RSU). Dans le Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/sida du Togo, l'axe 4 intitulé « Renforcer la gouvernance pour une réponse nationale durable au VIH » met un accent sur les partenariats et les synergies avec les programmes de protection sociale.

L'objectif de cette évaluation était de préciser si les différents programmes et dispositifs de protection sociale prennent effectivement en compte les PVVIH et les personnes atteintes de tuberculose (TB) les plus vulnérables, et plus globalement les personnes les plus



vulnérables et/ou exposées aux risques VIH et TB, parmi lesquelles les jeunes filles et femmes, les enfants et adolescents, les populations clés pour ces maladies, les personnes en situation de handicap.

**Envisager une réforme du système de Protection Sociale**

L'analyse de la sensibilité des politiques, programmes, stratégies et projets de protection sociale au Togo vis-à-vis du VIH et de la Tuberculose montre que *la Politique Nationale de Santé, le Plan National de Développement Sanitaire, le Plan Stratégique National VIH/sida et le document de politiques, normes et procédures du conseil et dépistage du VIH au Togo et de prise en charge par les ARV sont les documents les plus sensibles au VIH et à la TB.*

Les dispositifs de protection sociale sont nombreux et constituent un paysage complexe au Togo, avec une grande diversité de programmes, projets et dispositifs (protection sociale contributive), et une grande diversité d'acteurs engagés dans la mise en œuvre de ces programmes.

La protection sociale non contributive est sous-financée et dépend largement de l'aide extérieure, ce qui constitue un risque important pour le système de protection sociale dans son ensemble.

## UTILISER UN MASQUE MÉDICAL EN TOUTE SÉCURITÉ

### À faire →



**Souvenez-vous que les masques ne vous protégeront pas à eux seuls de la COVID-19. Gardez au moins 1 mètre de distance avec les autres et lavez-vous régulièrement et soigneusement les mains, même quand vous portez un masque.**

Le Réseau des Associations des personnes vivant avec le VIH Sida au Togo (RAS+Togo) a présenté ce mardi 1er mars 2021 dans les locaux du Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles à Lomé le rapport annuel 2021 de l'observatoire Droits humains et VIH. Une activité qui entre dans le cadre de la journée « zéro discrimination » instituée par l'ONUSIDA depuis 2014.



En présence du Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNLS-IST, Pr Vincent PITCHE, du directeur pays de l'ONUSIDA au Togo, Eric VERSCHUEREN, du Président de RAS+ Togo, Augustin DOKLA, le coordonnateur de RAS+ Togo, Dr Amen Hlomewoo, a affirmé dans sa présentation qu'entre 2020 et 2021, le nombre de personnes stigmatisées est passé de 223 à 419. Le Grand Lomé est en tête avec 177 contre 75 en 2020, suivi des régions des Plateaux, de la Kara, Centrale, Maritime et des Savanes. 75% des personnes stigmatisées sont des femmes et la majorité sont âgées de 25 ans et plus. Certes cette discrimination concerne tous les âges.

Il est à noter que les cas de stigmatisation et de discrimination sont plus recensés en milieu familial et social, suivi de l'autostigmatisation. Ensuite viennent le

cadre médical et celui professionnel. Malgré les efforts pour réduire les violences à l'encontre des personnes vivant avec le VIH, souligne Dr Amen Hlomewoo, le phénomène est loin d'être endigué. « **Il faut redoubler d'effort pour diminuer un tant soit peu cette violation des droits des PVVIH** », a-t-il indiqué.

La stigmatisation et la discrimination se manifestent sous la forme de diverses violences exercées sur les victimes. Ainsi une personne stigmatisée ou discriminée peut éventuellement subir plusieurs violences à la fois. D'après les données de ce tableau les violences psychologiques sont les plus subies par les victimes et représentent 63% des VBG. Suivent des violences verbales avec 24% et les violences physiques avec 10%

**Répartition selon les types VBG.**

REGION	TYPE DE VBG PAR REGION					TOTAL
	PSYCHOLOGIQUE	VERBALE	PHYSIQUE	ECONOMIQUE	SEXUELLE	
GRAND LOME	70	58	32	10	9	179
MARITIME	35	20	5	4	3	67
PLATEAUX	50	35	3	10	2	100
CENTRALE	37	24	1	0	5	67
KARA	35	29	5	4	8	81
SAVANES	34	21	11	10	2	78
<b>TOTAL</b>	<b>261</b>	<b>187</b>	<b>57</b>	<b>38</b>	<b>29</b>	<b>572</b>

## JOURNEE ZERO DISCRIMINATION

Le 1er mars de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée zero discrimination. Le thème de l'année 2021 est : « *mettre fin aux inégalités* ». Dans le cadre de cette journée, l'ONUSIDA a attiré l'attention sur le besoin d'agir sans attendre pour mettre fin aux inégalités liées aux revenus, au sexe, à l'état de sante, au travail, au handicap, à l'orientation sexuelle, à l'usage de la drogue, à l'identité sexuelle, à la race, à la classe sociale. Il est primordial de lutter contre les inégalités et de mettre fin à la discrimination pour en finir avec le sida. L'humanité est en retard pour satisfaire son engagement de mettre fin au sida en 2030. Ce retard n'est pas imputable à un manque de connaissance, de capacités ou de moyens pour vaincre le sida mais à des inégalités structurelles entravant les solutions de prévention et de traitement du VIH qui ont fait leur preuve. Par exemple, des recherches actuelles révèlent que les gays et autres hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sont exposés à un risque d'infection au VIH deux fois plus élevé lorsqu'ils vivent dans un pays qui punit certaines orientations sexuelles que dans ceux vivant dans un pays ayant une législation favorable.

Au Togo, le Réseau des Associations de Personnes Vivant avec le VIH a saisi cette occasion pour présenter le rapport 2020 des activités de l'Observatoire des Droits Humains et VIH aux partenaires, aux organisations de défense des Droits de l'Homme et aux OSC intervenant dans la riposte contre le VIH. Les Objectifs visés par cette

activité étaient : -sensibiliser les participants sur le retard dans l'atteinte des objectifs à cause des inégalités que subissent les PVVIH; - rappeler aux participants l'urgence de poursuivre les efforts en faveur de la lutte contre la stigmatisation et la discrimination.



**FAIRE TRAVAILLER L'ARGENT :  
MIEUX INVESTIR POUR PLUS D'IMPACT  
DANS LA REPONSE NATIONALE**

*Simplice Anato*

Le forum national des organisations de la société civile en lutte contre le VIH et pour la promotion de la santé au Togo a été le deuxième du genre après celui de 2007 et a eu pour thème : « **Contribution des organisations de la société civile Togolaise à la lutte contre le VIH et au renforcement de la santé communautaire** ». Il a eu lieu à l'Agora SENGHOR du 24 au 26 novembre 2021. Pendant trois jours des panels se sont succédés, suivis de tables rondes. La mission principale de ce forum était d'évaluer, de par leurs actions, la contribution particulière des organisations de la société civile en lutte contre le VIH dans l'atteinte des objectifs 95-95-95 fixés à l'échelle mondiale pour 2030. Entre autres objectifs spécifiques, le forum a fait le point sur les résultats des actions menées en matière de riposte au VIH., identifié les perspectives suivies de recommandations et décerné des Attestations aux pionniers de la lutte contre le VIH au Togo (1990-2000).



### Objectifs du deuxième forum national des OSC

«Quelle contribution des organisations de la société civile togolaise à la lutte contre le VIH et au renforcement de la santé communautaire». C'est dans cette optique que la PF-OSC/VIH/Santé-Togo, avec l'appui financier de l'Etat à travers le SP/CNLS et de l'ONUSIDA, a organisé la deuxième édition, après celle de 2007, un forum national avec les principaux acteurs des Organisations de la Société Civile intervenant spécifiquement dans la riposte communautaire au VIH et sur d'autres thématiques de santé, au Togo. Ces assises qui se sont déroulées à la grande salle de l'Agora SENGHOR les 24, 25 et 26 novembre 2021 ont permis de réfléchir sur l'implémentation des nouvelles stratégies et approches visant à contribuer à l'atteinte des nouveaux objectifs 95-95-95 proposés à l'échelle mondiale. La société civile, un des maillons essentiels de la lutte contre le VIH, a décidé en cette année 2021, moment précis où la maladie à Coronavirus vient compliquer les actions de riposte au VIH sur tous les plans, de se retrouver pour faire le point sur les actions menées au cours des cinq dernières années. Le principal but du forum est d'évaluer la contribution particulière des organisations de la société civile en lutte contre le VIH dans l'atteinte des objectifs 95-95-95. Cette évaluation s'est faite à la loupe des résultats des actions menées en matière de prévention, de dépistage du VIH chez les jeunes, les populations clés et dans la population générale. Plusieurs thématiques en matière de santé ont fait l'objet d'évaluation.

### L'ouverture du forum

L'ouverture du forum a été prononcée par le Coordonnateur National du Secrétariat Permanent du

CNLS-IST, Pr Vincent PITCHE. Il a rappelé à la mémoire des participants que l'année 2021 pour la tenue de ce deuxième forum est une année d'un triple anniversaire en relation avec le VIH : 40e anniversaire du premier cas du VIH, 20e anniversaire de la création du CNLS et 20e anniversaire de la création du Fonds Mondial de lutte contre le paludisme, le Sida et la Tuberculose.

A la suite, il a adressé ses gratitudes au Président du CNLS-IST, Faure ESOZIMBA GNASSINGBE, félicité les organisateurs de ce forum, tous les acteurs de lutte contre le VIH et particulièrement la Plateforme des OSC/VIH/Santé, et appelé toutes les parties prenantes à plus d'engagement.

Avant ce discours d'ouverture, le Directeur Pays ONUSIDA, Dr Eric VERSCHUEREN, s'est félicité des progrès que le Togo a fait au cours de ces dix dernières années par exemple la réduction de nouvelles infections et de décès. Il a attiré l'attention sur « les inégalités diverses qui renforcent l'épidémie au VIH ». Il a terminé son intervention, en partageant l'appel de DAKAR qui comporte 4 composantes dont notamment le renforcement des infrastructures des organisations de la société civile.

Le Président du Conseil d'Administration de la Plateforme des Organisations de la Société Civile de Lutte contre les IST/VIH/Sida et de Promotion de la Santé au Togo, M. ANATO Dansou Elavagnon Simplicite, dans son intervention de situation du contexte, a fait un peu d'histoire en rappelant l'organisation du premier forum, la mise en place du programme PASCI et la mise en place de la Plateforme. Il a témoigné également sa gratitude au SP/CNLS-IST et à l'ONUSIDA pour leur accompagnement et soutien.

### Tables rondes et panels pour décortiquer les sujets

Divers panels ont été déroulés au cours de ces trois jours du forum. Ils ont concerné les **acquis de la riposte nationale au VIH**. L'animation de ce panel a été essentiellement marquée par les présentations suivantes : (i) L'aperçu des résultats nationaux des 5 dernières années au Togo ; (ii) la prévention et la prise en charge du VIH chez les jeunes,

les populations clés, la population générale et les OEV ; et (iii) les droits humains et VBG.



Ces présentations ont été successivement faites par les représentants du SP/CNLS-IST, de la Plateforme-OSC/VIH/Santé, de UONGTO, EVT, OCDI, WILDAF et RAS+.

Un autre panel a porté sur les nouvelles orientations pour les ripostes. Dr Eric VERSCHUEREN de l'ONUSIDA a exhorté ici tous les acteurs de la riposte à baser leurs actions sur les stratégies de l'ONUSIDA 2021-2026 afin d'être dans la droite ligne des recommandations internationales de lutte contre le VIH. Concernant les nouvelles orientations de la riposte, elles ont été présentées par M. KELMA Hidane, Responsable de l'UCDP/PNLS-HV-IST.



Entre autres stratégies de dépistage adoptées par le pays, on peut énumérer le dépistage communautaire/démédicalisé ; the Enhanced Peer Outreach Approach (EPOA) qui est une approche améliorée de sensibilisation par les pairs ; l'index-testing /cas index et l'autotest. Une autre approche de prévention mise en œuvre est la PrEp (prévention pré exposition) ... Elle est utilisée au sein des couples séro-discordants et les HSH. Ces nouvelles stratégies sont déjà implémentées dans certaines structures, entre autres, EVT, FAMME... Aussi, 20 personnes ont-elles été formées en compétences pédagogiques. Plusieurs acteurs communautaires ont été aussi formés sur les nouvelles stratégies de dépistage.

### Contribution des OSC au renforcement du système de santé : cas de la santé communautaire

Cet aspect a fait l'objet d'un panel. Animée par Mme SONHAYE, responsable des activités communautaires de l'ATBEF, Mme DRAMANI de la DSCPA et M. Christophe GBELEOU de l'ONG Santé Intégrée ; ceux-ci ont unanimement reconnu les efforts et contributions des OSC dans l'offre de services de prévention et de soins de santé. Au Togo, les agents de santé communautaire issus des communautés travaillent dans la distribution à base communautaire des méthodes de planification familiale, de la distribution des préservatifs masculins et féminins et la PCIME. Dans le but de rendre la fonction d'ASC plus professionnelle, un processus pour l'harmonisation de la pratique des ASC au Togo est enclenché.

### Remise des attestations et trophées aux pionniers de la lutte contre le VIH/sida (1990-2000)

Pour cette deuxième édition du Forum National des organisations de la société civile de lutte contre le VIH et la promotion de la santé au Togo, plusieurs acteurs ont été distingués. Ils sont au total, au nombre de 35 pionniers de la période allant de 1990 à 2000. Ces distinctions ont été remises par le Coordonnateur National du SP/CNLS et le Directeur Pays de l'ONUSIDA.

### Les recommandations du forum

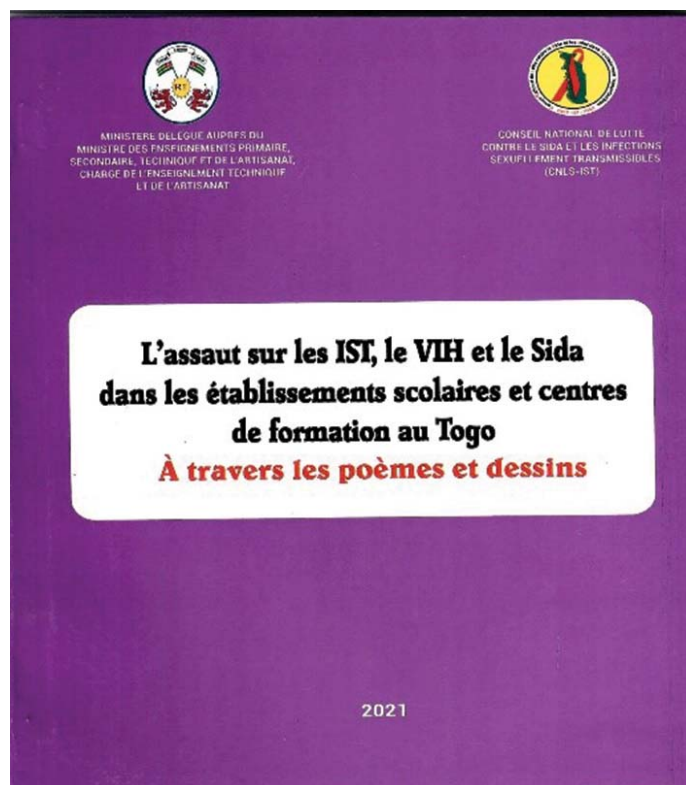
Des recommandations ont été faites à la fin des assises pour faciliter l'élaboration d'une feuille de route éventuelle pour de plus grandes performances de la société civile dans la riposte au VIH. Des recommandations ont été adressées à l'Etat, certaines aux partenaires techniques et financiers et d'autres encore aux organisations de la société civile. Elles permettent, entre autres, de: Favoriser la mobilisation des ressources financières par les OSC auprès des partenaires ; Renforcer les compétences des OSC dans l'élaboration, la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets ; Documenter/Capitaliser les bonnes pratiques des OSC et Développer une culture de solidarité et d'union entre les acteurs et parler d'une même voix.

### Cérémonie de clôture

La clôture du Forum a été marquée par l'intervention du Président du conseil d'Administration de la plateforme des OSC, le directeur Pays de l'ONUSIDA et le Coordonnateur National du SP/CNLS qui ont tous apprécié les travaux et les résultats auxquels ils ont abouti.

Akakpo Kuassi

Quelle contribution le secteur de l'éducation peut-il apporter à la lutte contre le sida au Togo ? Le sous-secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle utilise depuis quelques années les élèves pour sensibiliser les élèves. Il a publié un livre en 2021 intitulé « L'assaut sur les IST, le VIH et le sida dans les établissements scolaires et centres de formation du Togo, à travers poèmes et dessins ».



Le Comité ministériel de lutte contre le sida du Ministère en Charge de l'Éducation à travers le Noyau Antisida du ministère lance périodiquement des sensibilisations sous forme de concours pour mettre en compétition les apprenants sur les thématiques qui permettent d'approfondir leur connaissance sur les IST, le VIH et le Sida. Il s'agit des concours de sketches, de poèmes et de dessins. Alors que les sketches et les poèmes ont été pris en compte à chaque édition, les dessins n'ont été proposés qu'une fois. Ces dessins ont même fait l'objet d'une exposition lors de la Journée mondiale du sida 2013 dont l'organisation a été confiée à l'ETFP pour être lancée en milieu jeune, plus précisément, scolaire. Et c'était au Lycée Technique et Professionnel d'Adidogomé (Lomé).

### Les thèmes abordés

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de proposer un recueil des poèmes et des dessins, expressions cognitives et artistiques des apprenants. Ils se sont exprimés sur les modes de transmission, les moyens de prévention, les comportements responsables, les relations entre personnes saines et personnes infectées ou affectées. Ils ont exprimé leurs coups de cœur et de gueule. Ils ont parlé à leurs pairs, à leurs parents et à la société. Il s'agit d'un partage qui ne pouvait pas être rangé dans les tiroirs

des tables de bureau du ministère. Le langage des jeunes est plus accessible aux jeunes. Ce langage est original et c'est pourquoi, que ce soit au niveau des poèmes ou des dessins, il reste encore au niveau du dilettantisme. Par exemple, il ne faut pas aller chercher au niveau des poèmes les rimes, les quatrains, les sixains, les alexandrins et autres. Exploiter plutôt le côté pathétique et naïf de la production et vous ne serez pas déçu.

### Dissémination et sensibilisation

C'est du 29 novembre au 04 décembre 2021 que le Noyau Antisida du Ministère délégué en charge de l'Enseignement Technique a effectué une tournée de vulgarisation du document intitulé «L'assaut sur les IST, VIH et Sida dans les établissements scolaires et centres de formation au Togo». La tournée a conduit la délégation dans les établissements et centres de formation sur toute l'étendue du territoire.



Cette tournée de vulgarisation a été faite de présentation du document, de partage des informations qu'il contient et de sensibilisation sur la santé sexuelle et de reproduction des apprenants des établissements visités.

L'objectif qui a sous-tendu le projet d'impression était d'offrir aux futurs apprenants un témoignage vivant de l'engagement de leurs prédécesseurs à travers tout le pays et donner l'occasion à ceux-ci de parler à travers leurs poèmes et leurs dessins à leurs jeunes frères et sœurs. En somme, le noyau visait un double objectif : social de changement de comportements ; et pédagogique appelant au renforcement cognitif positif.

### 1250 exemplaires du livre à exposer dans les bibliothèques

C'est ainsi qu'au cours de cette tournée, 1250 exemplaires ont été ventilés dans les bibliothèques des établissements afin que ces ouvrages puissent servir à tous les apprenants et sur plusieurs années. Le nombre

d'exemplaires imprimés et l'effectif des apprenants dans les établissements visités ne permettent pas une distribution directe aux apprenants. Selon leur taille, les établissements ont bénéficié de 10 exemplaires à 200 exemplaires. Dans chaque établissement, l'ouvrage a été l'objet de présentation aux responsables qui ont promis en faire bon usage. Certains de ces responsables d'établissement ont pu apprécier davantage la qualité et l'utilité de l'ouvrage au point où ils ont associé séance tenante les professeurs de français qui, après avoir

parcouru rapidement le document, ont identifié des poèmes qui pourront faire l'objet d'étude de texte en classe. Dans tous les cas, ils voudraient faire avec leurs apprenants des séances de lecture de ces poèmes pour poursuivre la sensibilisation à travers les rythmes et cadences des poèmes. Pour d'autres responsables, des annonces se feront au rassemblement et en classes pour inviter les apprenants à passer dans les bibliothèques pour faire des prêts ou pour passer sur place en revue les poèmes et les dessins.



### Des cellules de veille pour pérenniser les messages

Dans la plupart des établissements visités, l'occasion a été saisie pour réfléchir sur la problématique de la santé sexuelle en lien avec les grossesses non-désirées et précoces.

Au Collège d'Enseignement Technique de Pya, le passage de l'équipe de distribution a coïncidé avec une rencontre périodique de la cellule genre du collège avec les filles en formation dans les spécialités comme la maçonnerie, l'électricité d'équipement et la plomberie. Le nombre de filles présentes a surpris ; elles dépassent actuellement 100.

Le tableau de répartition des filles dans les spécialités est une preuve de cette réalité. Le responsable de l'établissement explique ces succès comme suit : « *c'est la sensibilisation. Nous avons demandé aux premières arrivantes de sensibiliser leurs camarades filles des collèges de choisir la formation professionnelle. Une fois qu'elles arrivent, la cellule genre se charge du reste – Faire en sorte qu'elles ne se découragent pas, ne tombent pas enceinte et achèvent leur formation.* »

Quatre ans après, la tendance est en train de s'inverser, du moins en progression fulgurante, même si les infirmeries scolaires qui devraient accompagner et

protéger davantage les filles sont en train de disparaître. On espère toutefois qu'avec l'engagement des autorités ministérielles, des chefs d'établissements et des collaborateurs de bonne volonté dans les cellules de sensibilisation, le travail formidable qui a commencé permettra de voir dans les jours à venir plus de filles exercer des métiers techniques et professionnels autrefois plus réservés à leurs frères.

### Deux documents témoins

Le document imprimé comporte 85 pages, avec une préface de son Excellence monsieur Kokou Eké HODIN, ministre délégué, chargé de l'enseignement technique et de l'artisanat. Le Ministre dit « *espérer qu'après avoir pris connaissance des textes poétiques et des dessins des apprenants, le lecteur saurait tirer la quintessence des messages que nos jeunes ont cherché à véhiculer.* » En lus, un avant-propos du point focal VIH du ministère M. Akakpo KUASSI et une postface de Professeur Vincent P. PITCHE, Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNLS-IST. Au total, 51 poèmes alternent avec 20 dessins, chapeautés de titres aussi évocateurs les uns que les autres. Il faut souligner que l'impression et la tournée ne sauraient être possibles sans l'appui technique et financier du SP/CNLS - IST qui a pu faire imprimer 1500 exemplaires.

## Je connais mon statut sérologique

Mon frère, ma sœur, vas te faire dépister  
As-tu peur de te faire dépister ? Mon frère.  
Si tu fais ton test de dépistage, tu te découvres encore  
Et tu t'informes mieux sur ta santé.

Tu prends tes dispositions pour éviter le VIH  
Ou vivre avec le VIH, mais toujours en forme.  
Mon ami, tu ne connais pas ton statut sérologique ?  
Un jour si tu découvres le VIH par sa manifestation  
Et sans tarder, voilà la mort qui frappe à ta porte.

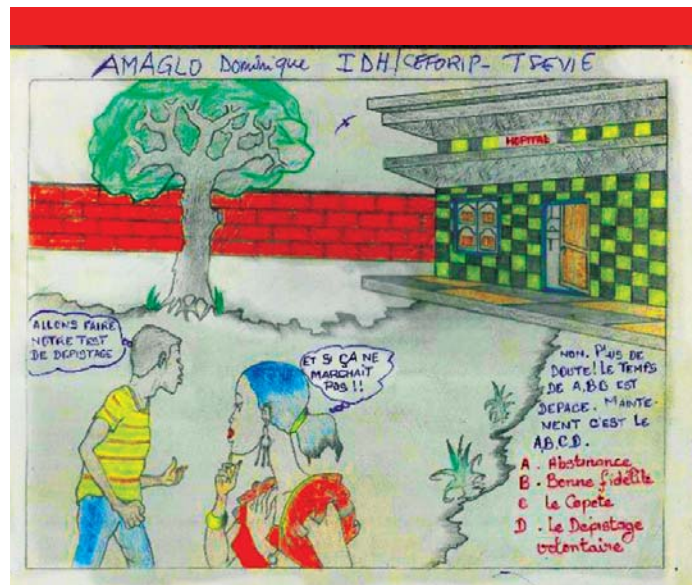
As-tu fini de réaliser tes projets, tes promesses ?  
Où est alors ton avenir ?

Ouf ! Dommage ! Merde !

Alors précipite-toi pour faire le test de dépistage  
Le plus vite possible pour mieux affronter la vie.

Tu peux découvrir que tu es séropositif  
Mais est-ce un obstacle pour toi ? Mon frère.  
Non, je dis non. Tu n'as rien à craindre pour ton futur  
radieux

Car tu iras de temps en temps chez les médecins.  
Ils t'aideront à lutter contre ce virus dans ton corps.  
Pour que tu aies un avenir merveilleux, fabuleux et  
joyeux,  
Ne reste pas dans l'ignorance mon frère et ma sœur,  
Vas te faire dépister et planifie ta vie et ton avenir.



Dessin de : Dominique AMAGLO, IDH/CEFORIP-Tsévié:  
Les moyens de prévention en ABCD



Poème de : SOULOU Mendédé Hubertine, CIFOP-ITAS à Lomé, 2nde G2

*Humour*

*Toto réclame la justice.*

Solange POIDY

*Libéré de prison pour une affaire d'assassinat d'un citoyen après une peine de 15 ans, Toto a croisé dans l'une de ses randonnées, son vieil ami Korokali. Ils se sont finalement installés dans un maquis de tchoukoudou pour se désaltérer. Des discussions s'engagent et finalement, le VIH s'invite dans les échanges.*

- *Korokali, vois-tu que le VIH n'existe plus. On n'en parle plus depuis que Coronavirus est sorti en 2020 ?*

- *Détrompe-toi, Toto. Le VIH existe bel et bien. L'inquiétude, c'est que des gens pensent comme toi et ne pensent plus aux précautions de protection. Le VIH continue par tuer les personnes infectées qui ne prennent pas correctement les médicaments*

- *Il y a trop d'injustice dans notre monde. Pour une personne que j'ai tuée, on me jette en prison. Mais le sida fait plus de morts et il n'est même pas inquiété. Il faut que cette injustice soit réparée.*